

17 octobre 2010 08h57 | Par **BERNARD BROUSTET**

Petits jeux autour du retour de Ford à Blanquefort

La reprise par Ford de son ex-usine est probable, et le gouvernement voudrait être le premier à l'annoncer.



Les salariés de Blanquefort manifestaient hier contre la réforme des retraites PHOTO THIERRY DAVID

Le feuilleton de la probable reprise par Ford de son ex-usine girondine FAI a connu de nouveaux rebondissements, illustrant ses enjeux politiques : à peine le groupe avait-il convié pour demain les syndicats à une réunion sans doute destinée à leur annoncer un préaccord sur le rachat du site, qu'il décidait la nuit dernière d'annuler cette rencontre.

Il ne semble pas que la firme ait pour autant renoncé à reprendre l'usine de Blanquefort. Mais on ne saurait exclure que des pressions l'aient poussé à différer cette réunion afin que le gouvernement puisse annoncer préalablement ou en même temps la bonne nouvelle espérée.

Enjeux politiques

Ford négocie, depuis plusieurs semaines avec la holding allemande HZ, à laquelle il avait vendu sa grande usine de Blanquefort, employant aujourd'hui un peu plus de 1400 salariés. Constatant l'inefficacité du nouvel actionnaire, Ford s'est résigné à reprendre son ancien bien. Les discussions avec HZ ont été menées entre autres sous l'égide du Comité Interministériel aux Restructurations Industrielles. Ford est resté muet sur le déroulement du processus.

Mais il paraît assez probable qu'un pré-accord ait été conclu. Et sans

doute Ken MacFarlane, vice-président de Ford Europe en charge du dossier se préparait-il à l'annoncer demain aux élus syndicaux, avisés vendredi d'avoir à se rendre à Saint-Germain en Laye, siège de Ford France

Mais entre-temps, Vincent Feltesse, la députée Pascale Got, et la conseillère générale Christine Bost, avaient décidé de s'inviter à cette rencontre, tout comme le conseiller régional Francis Wilsius, mandaté par Alain Rousset.

La volonté affichée des élus de gauche était de manifester par ce biais leur dépit d'avoir été tenus récemment dans l'ignorance du dossier, alors même que les collectivités locales ont été sollicitées pour contribuer à financer le site.

Un nouvel agenda

Vincent Feltesse et ses amis ont-ils aussi voulu se trouver au bon moment au bon endroit, et bénéficier par là même de l'impact médiatique de l'information ? Même s'ils ne le disent pas, il n'est pas interdit de le penser. Mais si tel était le cas, le gouvernement n'a sans doute pas voulu leur en laisser le loisir. On ne saurait exclure que des échanges avec Bercy aient amené Ford à revoir son calendrier d'annonce, et qu'un nouvel agenda soit à l'étude pour permettre à Christine Lagarde de ne pas être la dernière à colporter la probable bonne nouvelle.

À certains égards, cela ne serait pas injuste : dans les sphères gouvernementales, on s'est démené ces dernières semaines pour sortir le dossier de l'ornière.

Mais Vincent Feltesse fait malicieusement remarquer que la ministre n'avait pas toujours fait preuve au préalable d'une parfaite clairvoyance. N'avait-elle pas, en février, manifesté sa pleine confiance à la holding HZ, dont le bilan en tant que propriétaire sans doute éphémère du site, s'avère aujourd'hui proche du néant ?

Sauf catastrophe imprévue, il ne faudra sans doute que quelques jours pour apprendre officiellement que Ford reprend un site sur lequel beaucoup d'inconnues demeurent.

On verra si avant et après cette probable annonce, les scuds des politiques continuent à voler au-dessus du dossier.